

## Les axes du débat international

Ce texte est repris d'un rapport fait au stage des directions parisiennes en septembre 1972. La fonction de ce rapport était double :

- fournir aux camarades une série d'informations historiques et actuelles qu'ils réclament ; dégager en même temps un cadre de compréhension des débats du X<sup>e</sup> congrès mondial, tels qu'ils s'engagent ;
- plusieurs problèmes seront à l'ordre du jour du Congrès mondial ou abordés au cours de sa préparation : la construction des sections en Europe, le bilan de la ligne du IX<sup>e</sup> congrès sur l'Amérique latine, la radicalisation de la jeunesse.

Sur tous ces points, des désaccords se sont déjà manifestés au cours du débat, avec les camarades du SWP notamment, ou dans les positions des organes de presse respectifs.

S'agit-il d'une simple addition de divergences sans signification globale ? Ou bien est-il possible de déceler une nature commune à ces divergences, significative d'un problème central que la IV a aujourd'hui à résoudre ? Le problème central nous paraît être celui de la rencontre politique et organisationnelle entre la IV, telle qu'elle émerge du grand reflux de la révolution mondiale et la nouvelle avant-garde surgie des luttes dans les conditions spécifiques de crise conjointe de l'impérialisme et du stalinisme.

L'Europe, l'Amérique latine, l'Afrique, les pays de l'Est favorisent autant de variantes concrètes de ce même problème.

### I. Les origines du problème

**1.** Les espérances révolutionnaires de l'après-guerre mondiale se sont envolées rapidement. Le système stalinien, loin de s'être effondré apparaît renforcé. L'impérialisme tire d'énormes profits de la reconstruction. La guerre froide qui dresse face à face l'impérialisme et le mouvement stalinien laisse peu de place au marxisme révolutionnaire. La révolution internationale contourne les pays capitalistes développés, où la IV avait l'essentiel de ses forces, pour se déployer dans le monde colonial. Obligée de trouver une réponse politique à cette nouvelle situation, la IV<sup>e</sup> Internationale se divise, ses références politiques éclatent : la scission de 1953 est le résultat de cet isolement.

**2.** En revanche, la réunification de 1963, correspond à un nouvel essor de la révolution mondiale. On peut constater symboliquement que le SWP, au début des années soixante, a saisi l'importance de la révolution cubaine et sa signification pour toute une génération militante ; il a organisé, à contre-courant aux États-Unis, le soutien à cette révolution. Et c'est cette campagne qui a amorcé un nouveau développement du parti, c'est d'elle que sont issus la plupart des jeunes dirigeants actuels du SWP. En Europe, le PCI, lui, à la différence par exemple des lambertistes accrochés aux basques du MNA, a saisi l'importance du soutien à la révolution algérienne. Dans les deux cas, se manifeste une compréhension commune de la dynamique de la révolution coloniale, de la portée internationaliste du soutien et de la modification des rapports de force internationaux qui pouvaient en résulter. Cette compréhension commune de la dynamique de la révolution coloniale au début des années soixante, prolongeait par ailleurs une interprétation partagée du XX<sup>e</sup> Congrès du

PCUS et des soulèvements de Pologne et Hongrie en 1956. Ce rapprochement objectif trouvait son expression consciente au moment de la réunification dans le texte connu sous le titre de « Dialectique de la révolution coloniale » (numéro spécial de la revue sur le Congrès de réunification).

**3.** Cette réunification met en évidence deux types de réponses apportées par des composantes du mouvement trotskiste aux problèmes de ses liens avec l'avant-garde large et les masses. Le courant lambertiste a répondu à l'isolement du trotskisme en renforçant la carapace dogmatique, en se tenant à l'écart des formes concrètes prises par la radicalisation, de crainte de s'y corrompre ; au point de ne pas reconnaître à l'œuvre, en Algérie ou à Cuba, la dynamique contradictoire de la révolution permanente. Le courant pabliste au contraire a cherché à résister à l'isolement en se liant au mouvement ouvrier organisé par le biais de l'entrisme et en se consacrant inconditionnellement au soutien de la révolution algérienne, au point de se soumettre à sa direction. Au point surtout d'ériger l'entrisme en stratégie et d'attendre une régénérescence interne du mouvement stalinien après le XX<sup>e</sup> Congrès (soutien finalement peu critique à Gomulka) et de miser toutes les forces de l'avant-garde, sur d'hypothétiques percées (Algérie), censées permettre un raccourci politique et organisationnel par la construction du parti. Il est significatif que la réunification de 1963 ait été préparée par la rupture d'un côté entre le SWP et le courant lambertiste, et qu'elle ait précipité de l'autre côté le départ du courant pabliste officiellement sanctionné en 1965.

**4.** Qu'y a-t-il derrière ces redécoupages du mouvement trotskiste ? Une compréhension différente de la façon dont la crise du stalinisme

pèse concrètement sur les conditions de naissance des nouvelles avant-gardes. Incapacité de la part des lambertistes à comprendre la dynamique dans laquelle s'inscrit la révolution cubaine : rupture limitée envers le stalinisme, dirigée par une direction empiriste. Incapacité encore de leur part à saisir le rôle objectif joué par la révolution vietnamienne et son rôle subjectif du point de vue de l'émergence de l'avant-garde. Blindés de dogmatisme, ils ne voient que les mélanges idéologiques de la direction vietnamienne, sa façon de composer avec les cadres de pensée stalinien où elle s'est formée, et non la réalité de la lutte et sa dynamique qui va dans le sens d'un ébranlement du statu quo international, et par conséquent du système stalinien. Et qui surtout suppose, pour être menée à bien, une maturation politique qui porte partiellement un niveau conscient en rupture envers l'héritage stalinien.

Autre exemple : l'analyse du mouvement étudiant et de sa radicalisation. L'un des conflits violents avec les pablistes dans le PCI tenait à leur volonté de maintenir la bataille politique dans l'UEC au niveau des thèmes démocratiques sans entrer dans le vif de l'analyse du stalinisme qui aurait eu une dynamique de rupture avec l'entrisme. Pour leur part, et jusqu'en 1968, jusque sur les barricades et après, les lambertistes ont subordonné la radicalisation étudiante à leur politique de pression sur les appareils du mouvement ouvrier traditionnel, manifestant ainsi leur incompréhension du développement inégal et combiné de la crise du stalinisme.

La réunification de 1963 marque ainsi la première délimitation, encore peu explicitée et consciente, envers les problématiques dogmatiques sectaires des lambertistes, et opportuniste capitularde des pablistes. Elle manifeste un effort réel de la IV<sup>e</sup> Internationale

vivante pour se tourner vers les avant-gardes réelles des luttes, mal ou confusément dégagées du carcan stalinien, et les gagner au marxisme révolutionnaire tout en les enrichissant de leurs expériences.

## **II. La reconstruction des sections en Europe**

### **1. Les facteurs des années soixante**

La situation du mouvement ouvrier européen au cours des années soixante est affectée par deux phénomènes fondamentaux. D'une part la place qu'occupe le conflit sino-soviétique, qui brise l'unité du mouvement stalinien, et la possibilité d'en référer à une orthodoxie unique. La brèche est d'importance, par laquelle va s'engouffrer la radicalisation de la jeunesse, même si c'est dans un premier temps au profit du pôle chinois. L'autre phénomène, c'est la crise du parlementarisme, la marche à l'État fort dans plusieurs pays, dans le contexte de mise en place du marché commun. Il en résulte une reconversion nécessaire de la part de la social-démocratie classique qui voit son jeu parlementaire habituel sérieusement compromis.

De ces phénomènes découlent une série de crises partielles au sein du mouvement ouvrier traditionnel : petites scissions prochinoises en Espagne, en Belgique, en France, dans les PC ; crise des mouvements de jeunesse en France et en Italie ; rupture du SDS envers le SPD après Bad Göttesberg ; et à la fin des années soixante les fissures survenues dans des PC tels que le PC Suisse, le PC autrichien, le PC finlandais, ou le PC portugais (rupture avec le FPLN). Cette contestation des directions traditionnelles du mouvement ouvrier part essentiellement de la jeunesse. C'est qu'elle prend appui en particulier sur une transformation profonde du milieu et du mouvement étudiant. Le boom uni-

versitaire, dont la manifestation la plus évidente est la croissance accélérée des effectifs, résulte du boom économique des années cinquante, de l'accélération de l'innovation technologique, des modifications survenues dans la division du travail. L'apparition d'un milieu étudiant massif conjuguée, à la crise du système de formation et de l'idéologie bourgeoise, libère une énergie considérable qui va alimenter les nouvelles avant-gardes en gestation. L'évolution de l'Unef en France, le succès temporaire du Mubef en Belgique, l'essor de la Fude en Espagne dans les années 1965-1967 et l'évolution du SDS jusqu'en 1968 sont autant de symptômes de ce processus. Cependant, la contradiction centrale de cette période, du point de vue de la construction du parti, c'est le décalage entre la radicalisation étudiante et la radicalisation ouvrière. La seconde, annoncée par la grève belge de 1960-1961, ne prend de réelle ampleur que dans la seconde moitié des années soixante : montée ouvrière en Espagne en 1967, grève générale en France en 1968, mai rampant en Italie en 1969, et ensuite la remontée des luttes en Espagne de nouveau, l'apparition de grèves importantes en Angleterre et en Allemagne, et jusqu'en Suède. Ce décalage laisse pendant un temps la radicalisation étudiante relativement isolée. Ce qui pose à l'avant-garde le douloureux choix de garder ses distances envers un mouvement de jeunesse dépourvu de fermes attaches prolétariennes, ou de prendre sa tête au risque de briser les amarres du trotskisme et de se noyer dans la vague populiste et spontanéiste qui marquera le reflux du mouvement étudiant.

### **2. La rupture empirique avec l'entrisme**

L'apparition de nouvelles forces sociales en lutte, le mouvement étudiant et l'apparition d'une jeunesse ouvrière combative rendait indispensable une rupture consciente envers

la tactique entriste et *a fortiori* avec son interprétation stratégique pabliste. La dynamique de cette rupture était au demeurant déjà inscrite dans les conditions de la réunification de 1963. Pourtant, si l'évolution en ce sens s'est avérée irrésistible, on ne peut pour autant dire qu'elle fut consciemment dominée. Le caractère pragmatique de cette réorientation a causé bien des faux pas et coûté fort cher à certaines sections. Si l'on peut considérer que le cas de la France est jusqu'à ce jour le plus réussi, et s'est soldé par l'existence de la Ligue, on peut mesurer rétrospectivement les périls encourus et reconnaître que les réussites ne sont pas toutes dues, à une particulière clairvoyance de la direction, mais pour une part non négligeable aux conditions politiques mêmes.

À plusieurs reprises se sont manifestées les hésitations quant à la rupture avec l'entrisme et ses conséquences. En 1965, la sortie de l'UEC ne fut pas tant choisie qu'imposée par la direction stalinienne dure du PC français, différente, en cela de la direction temporaire et récupératrice du PC italien. La preuve en est que le PCI fut relativement pris au dépourvu et discuta jusqu'en décembre 1965 pour savoir si l'organisation à créer serait une JCI directement subordonnée au PCI ou une JCR, organisation d'avant-garde dans la jeunesse. Si en 1968, l'entrisme était remis en question au sein de certaines sections européennes, PCI inclus, la dynamique du mouvement étudiant, les forces dont il gonflait l'avant-garde, mettait à vif la question : ce qui se manifestait à la conférence nationale de la JCR en avril 1968 à propos de l'appréciation du 22-Mars. Enfin, la rupture avec l'entrisme était surtout envisagée en quelque sorte « par étapes », c'est-à-dire comme débouchant sur une expérience centriste, préalable à la construc-

tion directe d'un parti marxiste révolutionnaire. C'est de cette démarche que relevait encore, en plein mai 1968, le projet du MR, fort heureusement balayé par le reflux de mai. En revanche, l'expérience de la JCR n'a pu réussir que grâce à sa compréhension des éléments constitutifs décisifs dans la situation précise.

Tout d'abord à l'échelle internationale, la compréhension du rôle clef de la révolution vietnamienne et de l'impact du guevarisme sur la radicalisation de la jeunesse. Ensuite, la compréhension, contradictoire à celle des lambertistes à l'époque, de la période comme une période de remontée des luttes ouvrières marquée par les luttes dures comme Le Mans, Mulhouse, Caen, Redon, et traduite sur le plan électoral par la poussée de la gauche aux législatives de 1967. Enfin, une compréhension correcte du rôle du mouvement étudiant par rapport aux luttes ouvrières, distincte du populisme mao niant la dimension propre du mouvement étudiant, et du syndicalisme lambertiste subordonnant le mouvement étudiant aux appareils bureaucratiques.

La JCR constituait le point de rencontre organisationnel entre :

- la continuité du trotskisme portée en son sein par une direction appartenant quasi intégralement au PCI ;
- la continuité et l'expérience du mouvement ouvrier français, partiellement assimilée par les camarades qui avaient appartenu notamment aux organisations de jeunesse du PCF, ou y avaient fait de l'entrisme ;
- la radicalisation d'une avant-garde jeune puisant ses références dans le guevarisme et la révolution vietnamienne.

Malgré les confusions et les échecs possibles, si la JCR a pu résister aux délires spontanéistes de l'après mai 1968, c'est particulièrement en raison des deux premiers facteurs.

Ils lui assuraient en effet une armature politique et idéologique, et un attachement au mouvement ouvrier, qui l'ont préservée dans sa majorité des divagations et des mésaventures qu'ont connues alors nombre de groupes.

### 3. Une transition difficile

En Italie ou en Allemagne, la rupture avec l'entrisme n'a pas connu des conditions aussi favorables. En Italie, la section apparaissait en 1965-1966 comme la section la plus avancée dans l'expérience entriste. Elle contrôlait certains secteurs de la JC et se permettait même de publier à partir de la JC de Milan un journal, *Falcemartello*, nettement hétérodoxe par rapport au PC italien. Parallèlement, autour du journal indépendant *La Sinistra*, auquel participaient plusieurs courants d'extrême gauche, Feltrinelli en étant le mécène, était envisagé le dégagement d'un pôle assez unitariste et centriste censé relayer le travail entriste au sein du PCI. Tandis que la porosité et les capacités d'absorption, de récupération du PCI lui permettaient d'éviter une solution brutale, « à la française », dans la jeunesse, la radicalisation étudiante et jeune en général prenait une trop grande ampleur pour se contenter des pôles organisationnels constitués par une publication unitariste sans structures militantes et par un travail entriste dans les organisations du PCI. Faute d'apporter une réponse organisationnelle indépendante à cette radicalisation, on a vu certains des camarades dirigeants du *Falcemartello* s'adapter aux formes même de la radicalisation en mettant sur un même plan tout ce qui lutte : de Guevara à Mao, de Giap à Kim Il-sung. Dès lors, la dégénérescence néostalinienne devenait quasi inévitable. La section italienne a ainsi fourni de nombreux leaders du mouvement étudiant, des dirigeants parmi les plus connus de

l'UCML, de Vanguardia Operaia, mais, elle a perdu la quasi-totalité de son implantation étudiante propre et ne s'est pas construite, comme telle à la veille des grandes luttes ouvrières dont nous aurions pu tirer un parti extraordinaire, à condition de disposer alors (en 1969-1970) d'une implantation jeune réussie les années précédentes.

On voit dans ce cas qu'un retard dans la rupture avec l'entrisme, lié à la plus grande soupléssse du PCI par rapport au PCF qui nous y a contraints, a eu de graves conséquences et se paie encore cher. En Allemagne, d'une manière un peu analogue, nous sommes restés relativement extérieurs à la grande montée du mouvement étudiant, exprimée par le SDS, jusqu'à son apogée en février-avril 1968 (manif de Berlin, manif contre l'attentat envers Dutschke). Au moment de la rupture des étudiants sociaux-démocrates avec leur parti le SPD, après le congrès de Bad Godesberg en 1962, les camarades allemands ont continué à travailler dans le SPD et ses jeunesses, les Falken.

C'était la continuation logique de l'entrisme : rester au sein du mouvement ouvrier organisé et ne pas suivre l'aventure aléatoire de l'organisation étudiante. Cette orientation a été appliquée obstinément, à Berlin notamment, en dépit du développement d'un SDS particulièrement intéressant autour de Dutschke, par les camarades qui devaient scissionner après le IX<sup>e</sup> Congrès mondial pour fonder l'IKD. Le résultat fut entre autres leur totale extériorité à la préparation de la manif de Berlin. Après le succès de cette manifestation, fut envisagé un moyen d'embrayer, en retard certes, sur le mouvement étudiant. Le moyen devait être le lancement du journal *Was Tun* qui n'était pas originellement l'organe de la section mais une publication indépendante dont le comité de rédaction devait réunir les camarades trots-

kistes de Mannheim, de Berlin (Peter Brandt) et le groupe SDS de Berlin (Dutschke notamment). Cette initiative devait malheureusement venir trop tard et, en conséquence à contretemps. En effet, après avoir raté la phase ascendante du mouvement étudiant, nous apparaissions dans sa phase de déclin (crise du SDS après Pacques 1968) sans réponse organisationnelle fermement délimitée et définie. Si *Was Tun* connaissait un relatif succès de diffusion il ne donnait pas des structures militantes permettant d'endiguer ou, pour le moins de capitaliser, une partie importante du reflux et du démembrement du SDS.

Là encore le poids de l'échec reste lourd au moment où l'amorce de luttes ouvrières permettait d'élargir et d'enrichir le champ d'intervention. Peut-être, les conditions spécifiques de l'Italie et de l'Allemagne ont-elles pesé sur ces expériences. Le fait que la continuité du mouvement ouvrier ait été profondément entamée par la période du nazisme et du fascisme rend plus difficile une éducation de la nouvelle avant-garde jeune dans ses rapports avec le mouvement ouvrier. La centralisation politique tardive de ces pays, le fait qu'il n'y existe pas de centre politique jouant le rôle dominant que joue Paris en France, constitue aussi un handicap à la centralisation organisationnelle et au dégagement d'équipes dirigeantes nationales stables. Notons enfin que certains camarades grecs posent aussi le problème du bilan de l'entrisme. En effet, si les camarades qui intervenaient notamment dans les jeunesses lambrakistes avaient relativement prévu le danger de coup d'État, l'absence d'existence organisationnelle autonome suffisamment développée a constitué un obstacle pour y faire face et répondre ensuite à la continuation de la lutte. Le problème posé est donc de savoir si la rupture avec l'entrisme en Grèce

n'aurait pas dû se produire plus tôt, dans le début des années soixante, par le biais de l'apparition d'une organisation, de jeunesse indépendante.

#### **4. Bilan, leçons, et problèmes**

Depuis le IX<sup>e</sup> Congrès mondial, en trois ans, des sections se sont construites et développées partout en Europe. Ou des groupes sympathisants. Seules la Norvège et la Finlande ne sont pas touchées. Certains groupes, comme en Espagne, après avoir connu un essor vigoureux, ont payé lourdement l'absence ou la faiblesse des traditions trotskistes dans leur pays. Cette expérience est maintenant assez large pour que certaines leçons s'en dégagent. Quant aux rapports entre les organisations de jeunesse et la construction du parti. Quant aux débats d'orientation qui vont désormais se poser pour les sections.

Sur le premier point, il apparaît que l'expérience de la JCR n'est pas généralisable comme on aurait pu être tenté de le faire. Elle a coïncidé avec une période bien précise du décalage entre la mobilisation étudiante et ouvrière. Elle a servi de pont entre la radicalisation de la jeunesse et la tradition trotskiste à un moment où la montée ouvrière ne sollicitait pas encore de façon absolument nécessaire l'intervention de l'avant-garde. L'organisation de jeunesse en Angleterre et la RKJ en Allemagne n'ont pas joué par rapport à l'IMG et au GIM un rôle comparable à celui de la JCR envers le PCI, même si elles ont favorisé la jonction entre les vieilles sections et l'avant-garde jeune. L'Espagne, où n'existait pas une vieille section, n'a pas eu besoin de la médiation d'une organisation de jeunesse. En revanche le problème de consolidation au sein de la LCR d'un noyau trotskiste s'y est posé avec d'autant plus d'acuité. Il est clair désormais que

la JCR n'était pas l'organisation de jeunesse ordinaire d'un parti, mais un relais dans la construction du parti. C'est pourquoi la tentative de reproduire mécaniquement l'expérience là où elle n'est pas indispensable risque de produire des résultats peu heureux. C'est le cas au Mexique où la section et l'organisation de jeunesse remplissaient une fonction peu distincte. D'où le danger de voir apparaître des tensions et des contradictions entre les deux, à moins que l'une d'entre elles ne dépérissent rapidement. C'est aussi le sens en France du débat sur l'ORJ qui, lancée avant que le parti ne se consolide, risquerait de tenir le rôle d'organisation centrisme dans la jeunesse, à moins de n'être qu'une réédition sans originalité ni fonction propre de l'organisation adulte. Ce problème a été traité de façon plus détaillée dans un texte de Verjeat et Delphin présenté comme contribution à une réunion des BP européens.

Maintenant vont se poser au fur et à mesure de la croissance des sections, des débats d'orientation stratégique. Le texte majoritaire du secrétariat unifié (SU) sur l'Europe, ainsi que le texte de synthèse de la LCR « En marche » et les thèses du congrès de la Ligue française s'inscrivent dans le vif de ces débats. Il s'agit en fait de tirer au clair et de maîtriser les conséquences politiques de la rupture empirique avec l'entrisme : analyse concrète de la crise du stalinisme et de la social-démocratie ; rapports du parti en construction avec le mouvement ouvrier organisé ; problème du front unique, de la formule de gouvernement et du contrôle ouvrier ; question de l'autodéfense ouvrière et de la violence révolutionnaire. Tels sont les thèmes centraux qu'ont à clarifier les sections en développement. En effet la stratégie entrisme de construction du parti impliquait un système de réponses politiques qui se

trouve remis en cause par la rupture avec l'entrisme. Et, face aux lambertistes notamment, les camarades anglais et français ont éprouvé le manque de cohérence de réponses non encore systématisées alors que, sur les problèmes électoraux ou la formule de gouvernement, il est évident que nous ne pouvons répondre dans les mêmes termes que le faisaient les organisations entristes. Nos divergences systématiques avec les pablistes, à l'égard de l'Union de la gauche, l'illustrent suffisamment.

### **III. L'Amérique latine et la signification de la lutte armée**

**1.** Le IX<sup>e</sup> Congrès eut lieu en 1969. Il enregistra l'impact que dix ans durant la révolution cubaine a eu sur le dégagement de l'avant-garde latino-américaine. L'expression politique de cet impact a connu son apogée avec la conférence de l'Olas où se sont affirmées la dimension internationale de la révolution latino-américaine et sa dynamique de révolution permanente.

L'adoption de la résolution sur l'Amérique latine, impliquant une orientation de lutte armée, marque un tournant résolu de l'Internationale vers les avant-gardes en lutte nées empiriquement dans le sillage du castrisme. Une telle orientation est justifiée du point de vue objectif par l'analyse de la forme de domination qu'exerce l'impérialisme sur le continent. Mais elle est aussi justifiée par la nécessité subjective de réinsérer le mouvement trotskiste dans les avant-gardes réelles de la lutte, après le lourd passif légué par le posadisme ou trotskisme latino-américain.

**2.** Si aujourd'hui encore, ce tournant semble justifié, le bilan des luttes en Bolivie et en Argentine appelle une appréciation critique

de la façon dont a été opéré ce tournant. En effet, définir la lutte armée comme un point de clivage et une orientation à l'échelle continentale reste trop vague. Il s'agit de la même ligne de partage, en partie symbolique, que l'Olas découpait entre les révolutionnaires du verbe et ceux de l'action. Or, en 1969, cette ligne de partage devient insuffisante pour séparer une stratégie réformiste (qui peut s'accommoder d'actions dures ou armées à l'occasion), d'une stratégie révolutionnaire. L'échec ou le piétinement des guérillas en Bolivie, au Pérou, au Guatemala, au Venezuela montre la nécessité d'une définition plus précise du rapport entre la lutte armée et la construction du parti, entre la lutte armée et le travail de masse dans les organisations ouvrières légales ou semi-légales.

Sur ces points décisifs, la résolution et les textes du débat restent généraux. Ils combattent fermement les théories foquistes de Debray, mais la guérilla rurale y garde une importance qui n'est peut-être pas sans rapport avec les projets qui étaient au moment du congrès (c'est-à-dire avant le Cordobazo) ceux du PRT argentin. Une orientation de lutte armée qui ne s'appuie pas sur une définition suffisamment précise de la stratégie de construction du parti montre clairement ses dangers dans le cas de l'Argentine. En effet, alors que les camarades avaient au moment du Congrès mondial un projet de déclenchement d'une guérilla rurale, dès le lendemain du congrès, en mai 1969, se produisait la grève insurrectionnelle de Cordoba qui suggérait une modification du centre de gravité de la lutte armée vers la guérilla urbaine.

Il s'agit là d'une rectification empirique qui ne lève pas les ambiguïtés stratégiques. Cela se concrétise dans la conception de l'ERP. L'ERP est présentée comme une organisation

à vocation de masse. Ses actions, comme les distributions de vivres dans les quartiers pauvres vont donc dans ce sens. Les autres possibilités de travail de masse, dans le mouvement syndical notamment, lui sont subordonnées. Or, si l'on conçoit la vocation de masse de l'ERP dans le cas d'une stratégie principalement axée sur la guérilla rurale, le déplacement vers la guérilla urbaine aurait dû transformer aussi le système organisationnel. En effet, le développement d'une armée populaire de masse suppose une progression quasi géographique du double pouvoir, c'est-à-dire l'appui sur des zones libérées fournissant un appui économique, logistique, administratif à l'armée populaire. Dans le cas où la lutte armée urbaine devient l'axe principal, la possibilité de développement d'une armée populaire de masse est pour le moins discutable. Il n'est pas question d'envisager des zones libérées urbaines. De ce fait, l'organisation militaire reste, davantage qu'une organisation de masse, le bras armé du parti, et l'articulation des actions militaires sur les luttes de la classe ouvrière joue le rôle décisif.

Ces questions ne sont ni posées, ni prévues, ni envisagées au moment du IX<sup>e</sup> Congrès. On peut concevoir qu'elles n'aient pas place dans une résolution, mais elles devaient pour le moins apparaître dans les débats. Ce n'est pas le cas.

**3.** Ces imprécisions ; sont lourdes de conséquence. En effet, on peut critiquer l'éclectisme idéologique du PRT. Mais, il ne s'agit pas là d'une confusion idéologique absolument indépendante de la pratique du PRT. Au contraire, l'emprunt par le PRT à l'expérience chinoise d'un schéma de guerre prolongée donnant naissance à une armée populaire de masse nourrit les références idéologiques aux centrismes ou

au maoïsme. Et la fidélité au schéma stratégique choisi risque de provoquer en retour des choix pratiques discutables comme une réorientation vers la guérilla rurale.

#### **IV. Le débat international et l'apparition de tendances internationales**

##### **1. Quelques axes de débat**

La position minoritaire au sein de l'Internationale développe une conception propagandiste du programme de transition. Il s'agit davantage d'une référence programmatique globale, relativement indépendante de la période et des forces dont dispose le parti, que d'un levier pour transformer la mobilisation des masses même. Ainsi, le programme de transition pour le mouvement noir, pour les femmes, pour les étudiants, est plus des relais propagandistes que des revendications et des perspectives articulées sur les revendications transitoires de la classe ouvrière et assorties de propositions organisationnelles définies en fonction de la stratégie de construction du parti.

Cette conception du programme de transition aboutit à une forme de spontanéisme subtil. Le parti se contentant de la propagande, c'est le mouvement des masses qui concrétise spontanément dans la pratique les revendications transitoires. Le rôle pratique du parti s'en trouve réduit, les activités exemplaires qu'il peut entreprendre sont quasi exclues. Ainsi se profile, sur le problème de l'armement du prolétariat, une vision spontanéiste selon laquelle les masses résoudre le problème le moment venu sans que le parti ait frayé la voie, de crainte de se substituer aux masses en la matière. Cette conception définit une stratégie de construction du parti qui consiste en fait en l'application atemporelle de principes d'organisation définis comme léninistes. L'ap-

plication de ces principes est atemporelle, indépendante du fait de savoir si la crise révolutionnaire peut survenir dans six mois ou douze ans, comme il a été dit au CEI par la camarade du SWP. Or, si nous avons défendu les principes léninistes avec vigueur contre la vague spontanéiste en France, nous avons toujours dit que ces principes se concrétisaient dans la période par un système précis d'organisation qui découle de notre stratégie de construction du parti. Cette stratégie n'est indépendante ni de la caractérisation de la période, ni des forces avec lesquelles nous partons. Les camarades espagnols de la tendance « encrucijada » ont défendu le contraire en expliquant par exemple que l'axe stratégique du Front unique, comme axe stratégique ne dépend pas des forces du parti et que nous aurions dû l'appliquer en Espagne dès l'acte de naissance du groupe Comunismo dont est issue la LCR. C'est un bel exemple de conception atemporelle de la construction du parti. L'ensemble de ces conceptions risque de nourrir une déformation mécaniste du marxisme. En particulier une utilisation mécaniste de la notion de radicalisation conçue comme un mouvement linéaire, spontané, objectif. Certains textes des camarades du SWP, dans la polémique sur Lukacs par exemple, sont empreints de cette déformation.

La conséquence de cette démarche, c'est notamment une lutte contre toutes les activités exemplaristes du parti, pourtant nécessaires à sa percée initiale. En Espagne, cela s'est traduit par la polémique sur les initiatives dans l'action taxées par la tendance Encrucijada de substitutisme. Un débat analogue couve sous les jugements portés par les camarades du SWP sur les actions armées en Amérique latine ou sur certaines de nos actions minoritaires. Cette crainte du substitutisme va même jusqu'à

définir dans les cas extrêmes la propagande pour le contrôle ouvrier comme substitutiste. Ce que les camarades espagnols de la tendance Encrucijada ont résumé par la formule lapidaire : «Contre les ERP de la lutte armée ou du contrôle ouvrier!»... Eux-mêmes ont montré l'aboutissement de cette position en refusant de saisir l'occasion de l'anniversaire de la mort de Patino (ouvrier du bâtiment tué il y a deux ans pendant une grève à Madrid) pour faire de l'agitation sur l'autodéfense ; ils ont au contraire axé la propagande sur les seules revendications de niveau de vie.

Pour ces camarades, le problème de la construction du parti est résolu une fois pour toutes. Mieux, il n'existe pratiquement pas puisqu'il se réduit à l'accumulation de cadres sur une base programmatique. C'est pourquoi toute tentative de donner une réponse organisationnelle spécifique au dégagement des nouvelles avant-gardes leur apparaît comme une dangereuse compromission avec le centrisme ou avec l'ultra-gauche. Ce qui explique une certaine forme de sectarisme par rapport à certaines formes de centrisme combattues avec la même énergie qu'auraient pu le faire les bolcheviques des années vingt.

Mais le centrisme d'alors se combattait à la lumière de la révolution d'octobre et de la fondation d'une Internationale à répondant de masse. Il est aujourd'hui un produit plus complexe, lié à la crise du stalinisme et de la social-démocratie autant qu'à la faiblesse organisationnelle du pôle trotskiste. D'où le sectarisme des camarades à l'égard d'organisations comme le MIR, par exemple, ou le sectarisme initial de la LCR contre ETA et les courants centristes. Ou encore, à l'échelle internationale la mécompréhension de la place qu'ont occupée ou qu'occupent la direction chinoise (jusqu'à la révolution culturelle) et la direction vietnamienne,

distincte de directions proprement staliniennes.

Les camarades de la tendance minoritaire expliquent que, face à l'orientation de la lutte armée, leur alternative au IX<sup>e</sup> Congrès mondial résidait dans la résolution sur la jeunesse. Soit. Mais le problème est celui de l'optique de cette résolution. Nous reproduisons en annexe le texte introductif au *Deuxième souffle*, consacré alors à ce débat précis [*texte également présent sur ce site*]. C'est pourquoi nous nous contenterons ici de résumer. Là encore il s'agissait de gagner dans la jeunesse des cadres sur la base du programme de transition et non de découper et d'éduquer une frange de l'avant-garde large qui pouvait se dégager dans le mouvement étudiant. Ce même phénomène se reproduit à propos du mouvement anti-guerre. Nous ne reprochons pas aux camarades d'avoir organisé un mouvement de masse sur des mots d'ordre strictement démocratiques et anti-impérialistes. C'était leur premier devoir au sein de la citadelle impérialiste. Mais cette dimension du mouvement anti-guerre supposait d'autant plus que le parti comme tel développe directement ou par des formes organisationnelles spécifiques une activité internationaliste de solidarité directe avec la révolution indochinoise. Ce qu'ils n'ont guère fait pour deux raisons : par défiance envers la direction vietnamienne et la dynamique de la révolution indochinoise ; par manque de souci de capter au sein du mouvement anti-guerre, non seulement des cadres individuels, mais des franges militantes dont la radicalisation devait inévitablement déborder le cadre de la mobilisation anti-guerre démocratique.

## 2. Les bases du débat

Il est clair que si les camarades américains du SWP et les camarades de la LSA-LSO constituent des composantes importantes de la mi-

norité, cela tient en partie à des raisons objectives. L'isolement politique et historique qu'a pu connaître le mouvement ouvrier révolutionnaire aux États-Unis (et qui a joué un rôle important dans les conditions de la scission de 1953, à l'époque du maccarthysme) et le retard relatif de la radicalisation ouvrière aux États-Unis par rapport à l'Europe, par exemple, pèsent incontestablement sur la vision et les théorisations de la construction du parti que peut développer le SWP. Mais le type de positions développées à partir de ces conditions objectives n'y sont pas mécaniquement liées. Elles correspondent en outre au développement inégal de la radicalisation et des sections. Ainsi, la croissance de l'Internationale la confronte à une série de problèmes relativement nouveaux que la seule répétition des acquis ne peut résoudre. Il sera nécessaire, au prix de débats difficiles et de recherches parfois empiriques, d'y faire face. Par rapport à ces difficultés, la tentation de maintenir tels que les acquis au lieu de se hasarder sur des terrains nouveaux restera grande pendant la période charnière où la remontée de la révolution n'est pas suffisamment engagée et homogène pour dégager une problématique commune.

Dans ce contexte, l'apparition d'un courant dogmatique sectaire, de conservation du mouvement trotskiste a une base réelle de développement. Il est vrai, et nous devons en être conscients, que l'effort pour se lier aux nouvelles avant-gardes et résoudre les questions qui en découlent des risques réels de déformations opportunistes, centristes et ultra-gauches. Mais ce sont les risques qu'il est nécessaire de courir si nous voulons construire des sections avec les forces vives qui se manifestent comme une avant-garde dans la lutte, et non seulement comme les dépositaires propagandistes du programme.

Ceci explique que les positions développées par les camarades du SWP puissent connaître des prolongements en Europe ou en Amérique latine. Tant que ne sera pas consolidé un pôle trotskiste enraciné dans les nouvelles avant-gardes, la crise internationale du stalinisme donnera prise au développement d'un courant trotskiste dogmatique. Encore une fois, pour en saisir les fondements aux États-Unis mêmes, il faudrait exposer plus longuement (un texte spécifique sera nécessaire) la situation dans laquelle combat le SWP : mobilité sociale ambiante qui rend difficile l'enracinement, puissance, voire hypertrophie de l'appareil ; mais aussi la preuve, maintes fois administrée, de l'attachement révolutionnaire de cette organisation dans un contexte difficile, hostile, multipliant les pressions d'adaptation réformiste. Et aussi, il faut souligner la preuve donnée, avec des conséquences parfois discutables, de la capacité à percevoir sinon à comprendre, l'émergence des formes de radicalisation : ce fut le cas avec la défense de la révolution cubaine dans les années soixante, et depuis avec le mouvement des femmes ou le mouvement étudiant par exemple.

## V. L'horizon du X<sup>e</sup> Congrès

**1.** La multiplication des situations où existent deux organisations se réclamant de l'Internationale (Argentine, Pérou, Mexique, Australie, Canada, Espagne) doit nous faire clairement prendre conscience du danger de scission que recèle cette dynamique. Le comprendre pour mieux le combattre, car nous sommes tous conscients de la gravité d'une telle scission en pleine période d'essor international de notre mouvement. Cet essor lui-même risque de multiplier les difficultés en faisant que la reconnaissance de toute nouvelle section, et elles sont nombreuses à postuler, soit l'enjeu d'une bataille politique.

C'est pourquoi, le développement du débat international, son organisation sous forme de tendances, le mûrissement des positions respectives doit permettre d'assainir la discussion et d'en maîtriser la dynamique. Le plus important restera en effet l'évolution de la période dans les années à venir : en particulier, le développement de la radicalisation ouvrière aux États-Unis et le maintien de la montée révolutionnaire dans le monde transformeraient la

situation objective et créeraient, nous l'espérons, un cadre de compréhension commun plus favorable au débat.

**2.** Sur la façon de mener le débat, il est décisif de créer un terrain de discussion commun. Or, la tendance minoritaire pose les problèmes de façon dogmatique en faisant abstraction du problème central de construction du parti. La polémique propagandiste générale avec eux, comme elle s'est généralement développée depuis le IX<sup>e</sup> Congrès mondial, permet peu de faire progresser les choses.

Il est crucial au contraire de situer l'ensemble des débats du point de vue de la construction du parti, et de forger ainsi un cadre de discussion différent.

Des textes tels que celui du SU sur l'Europe, ou celui de la tendance *En marcha* sur le bilan du débat espagnol constituent à ce titre des exemples dont nous devons nous inspirer.

[Commencé en novembre 1972, fini en janvier 1973, pour des raisons indépendantes de ma volonté... Et les éléments changent vite!]

Bulletin intérieur LCR, janvier 1973